



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE
Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

Arrêté préfectoral

Portant décision après examen au cas par cas de la demande de la société IDEX pour un site localisé à Gellainville en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement (AIOT n° 0100.00378)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance et notamment son article 62-II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 fixant le modèle du formulaire « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2121 du 2 août 1999 autorisant la Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) à installer et à exploiter une unité de stockage de céréales avec séchoirs implanté rue Pasteur sur le territoire de la commune de Gellainville ;

Vu le courrier préfectoral du 23 mai 2022 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société IDEX BIORESSOURCES à partir du 1^{er} juillet 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2022 relatif à des modifications des conditions d'exploitation du site (ajout d'une activité de stockage de pellets dans des silos) réalisées par la société IDEX BIORESSOURCES sur le territoire de la commune de Gellainville ;

Vu l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la société IDEX BIORESSOURCES le 26 juillet 2024 ;

Vu la décision jugeant la demande complète en date du 26 juillet 2024 ;

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours daté du 13 novembre 2024 ;

Considérant que le Préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que le projet porte sur l'augmentation de la capacité de stockage de pellets au sein de l'établissement, dont le stockage relève de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le projet fera usage des capacités de stockage déjà existantes et exploitées par la société IDEX BIORESSOURCES ;

Considérant que la capacité totale de stockage de pellets (existant et projet) relevant de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relève du régime de l'autorisation avec un volume total de stockage de 96 243 m³, constitué du volume initial de 19 443 m³ complété par un volume de 76 800 m³ ;

Considérant que le projet relève de la catégorie 1° b) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement et de l'article R. 122-2 II de ce même Code ;

Considérant que le site d'implantation du projet, situé en zone industrielle, ne présente pas de sensibilité particulière au regard des zonages qui concernent notamment la biodiversité, les milieux naturels, les sols et le paysage ;

Considérant que le site après modification n'est pas classé SEVESO seuil bas et seuil haut ;

Considérant que l'avis formulé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours ne relève pas d'éléments nécessitant que le dossier soit soumis à évaluation environnementale ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

Arrête

Article 1

La décision tacite, née le 30 août 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet d'augmentation du tonnage d'agro-pellets ou de granulés de bois au sein de l'établissement IDEX BIORESSOURCES sis Avenue Louis Pasteur sur la commune de Gellainville, est abrogée.

Le projet de la société IDEX BIORESSOURCES n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3 – Notifications – publications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) Cette décision est publiée sur le site internet de la préfecture.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre Val de Loire.

Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le 20 DEC. 2024

Le Préfet
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN

Voies et délais de recours au verso

Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir

Direction de la Citoyenneté

Place de la République

28019 CHARTRES CEDEX

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition Ecologique, du Climat et de la Prévention des risques,
Grande Arche Tour Pascal A et B 92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

Par courrier ou par l'application informatique Téléréfuge accessible par le site internet
www.telerecours.fr

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.